

De la superpuissance avant et après le 11 septembre 2001 : Une perspective post internationale

Yale H. Ferguson and James N. Rosenau

Volume 35, Number 4, décembre 2004

La théorie internationale face au 11 septembre et ses conséquences.
Perspectives libérales et critiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010484ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010484ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ferguson, Y. H. & Rosenau, J. N. (2004). De la superpuissance avant et après le 11 septembre 2001 : Une perspective post internationale. *Études internationales*, 35(4), 623–639. <https://doi.org/10.7202/010484ar>

Article abstract

According to many predictions, the terror attacks of September 11, 2001, constitute a genuine watershed in global politics. To be sure, the advent of global terrorism, of individuals and groups willing to forfeit their lives by wreaking havoc on innocent civilians, outside as well as inside local conflicts, and across national boundaries, can be classified as a paradigm-shifting change. But as a matter of fact, the events of nine eleven are consistent with the post-international perspective of world politics, as the turbulence that prevails nowadays has limited relevance to anarchy among states as such and everything to do with the capacity of non-governmental spheres of authority and polities to challenge them. Above all, the American superpower as defined in the realist tradition will be unable to guarantee the global governance international politics is desperately looking for.

De la superpuissance avant et après le 11 septembre 2001 Une perspective post internationale*

Yale H. FERGUSON et James N. ROSENAU**

RÉSUMÉ : Contrairement aux prédictions alarmistes, le 11 septembre n'a pas fondamentalement changé les structures et processus de base de la politique mondiale tels que décrits par la perspective post internationale. Bien que l'avènement de la globalisation du terrorisme, d'individus ou groupes prêts à donner leur vie en ravageant les populations civiles, aussi bien en dehors qu'à l'intérieur de conflits locaux et à travers les frontières, puisse être classé comme un changement paradigmatique de grande ampleur comparable à la révolution nucléaire, les turbulences qui en résultent n'ont que peu de rapport avec l'anarchie entre États, en ce qu'elles sont plutôt les manifestations de la capacité des sphères d'autorité et des entités politiques non gouvernementales à venir défier les États. Dans cette perspective, la superpuissance américaine telle que conçue dans la perspective réaliste est peu susceptible de venir apporter une gouvernance capable de répondre aux exigences des nouveaux désordres.

ABSTRACT : According to many predictions, the terror attacks of September 11, 2001, constitute a genuine watershed in global politics. To be sure, the advent of global terrorism, of individuals and groups willing to forfeit their lives by wreaking havoc on innocent civilians, outside as well as inside local conflicts, and across national boundaries, can be classified as a paradigm-shifting change. But as a matter of fact, the events of nine eleven are consistent with the post-international perspective of world politics, as the turbulence that prevails nowadays has limited relevance to anarchy among states as such and everything to do with the capacity of non-governmental spheres of authority and politics to challenge them. Above all, the American superpower as defined in the realist tradition will be unable to guarantee the global governance international politics is desperately looking for.

À en croire de nombreuses prédictions, les attaques terroristes apocalyptiques du 11 septembre 2001 sur le World Trade Center et le Pentagone allaient constituer un tournant décisif dans la politique mondiale. Cependant, près de trois ans plus tard, ces prédictions semblent avoir été grandement exagérées. Certes, le terrorisme est devenu une préoccupation croissante pour de nombreux États, entraînant un renforcement de la sécurité aux frontières, dans les avions, dans les autres types de transports publics, dans les expéditions par cargo, de même que de plus grandes restrictions sur les visas et l'immigration, des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent, des efforts

* Cet article est une version révisée d'un papier des auteurs portant le même titre, présenté à la Rencontre annuelle de l'ISA, Portland, Oregon, USA, du 26 février au 1^{er} mars 2003.

** Respectivement professeur au Département de science politique de l'Université Rutgers, Newark et co-directeur du Centre for Global Change and Governance à la même université ; et professeur au Département de science politique à l'Université George Washington.

pour améliorer le partage du renseignement international et la coopération à travers les agences d'exécution des lois, et des alertes et exercices très fréquents. Dans la perspective de cet article, l'élément le plus significatif réside dans le fait que la guerre contre le terrorisme proclamée par le président Bush, associée à l'unilatéralisme militant de son administration, a intensifié le débat lié à l'unipolarité du système politique international, et a semblé asseoir aux yeux de certains analystes le statut des États-Unis comme étant superpuissance, hyperpuissance, hégémonie ou même empire¹.

Pour le reste, le monde d'avant et d'après les événements dramatiques du 11 septembre apparaît identique. En particulier, la globalisation de l'économie s'est poursuivie, bien que plus lentement, du fait de la récession globale augmentant les mesures protectionnistes en Europe et aux États-Unis, du fossé qui s'est creusé entre les riches et les pauvres, du « déficit démocratique » des institutions financières internationales, et d'une opposition notable à l'étranger face à l'influence américaine et aux politiques de l'Administration Bush. Quoi qu'il en soit, la bataille de Seattle et les autres protestations anti-mondialisation n'ont pas stoppé la poursuite de l'agenda néo-libéral, et il y a peu de raisons de croire que l'échec du sommet de Cancun signifie la fin des négociations et des concessions commerciales mondiales².

Cet article postule, et revendique même, qu'une conception post internationale des structures et interactions politiques mondiales fondamentales demeure le meilleur point de départ analytique du monde ante- et post-11 septembre. Le modèle post international³ reconnaît comme traits généraux caractéristiques de la politique globale contemporaine la poursuite d'événements historiques importants tout en acceptant de prendre en compte le désordre, le changement accéléré, la « fragmégration⁴ » des autorités, des identités changeantes et la complexité croissante. Notre approche ne consiste pas à nier qu'il

-
1. Pour des citations et discussions liées au même sujet voir : Yale H. FERGUSON, « Illusions of Superpower », *Asian Journal of Political Science*, vol. 11, n° 2, décembre 2003, pp. 21-36 ; Yale H. FERGUSON et Richard MANSBACH, « Of Empires Old and New », Papier présenté à la Rencontre annuelle de l'Association britannique d'études internationales, Birmingham, RU, 15-17 décembre 2003 ; John IKENBERRY, « Illusions of Empire. Defining the New American Order », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 2, mars/avril 2004, pp. 144-154 et Niall FERGUSON, « Hegemony or Empire », *Foreign Affairs*, vol. 82, n° 5, septembre/octobre 2003, pp. 154-161.
 2. Jagdish BHAGWATI, « Don't Cry for Cancun », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 1, janvier/février 2004, pp. 52-63.
 3. Le modèle post international ou modèle de turbulence a d'abord été développé par James N. ROSENAU dans *Turbulence in World Politics : A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990.
 4. « Fragmégration » est un terme inventé afin de souligner l'interaction entre les forces qui favorisent l'intégration et les dynamiques non moins puissantes conduisant à la fragmentation du système à tous les niveaux d'agrégation. Le concept de fragmégration est évoqué par James N. ROSENAU, dans *Along the Domestic-Foreign Frontier. Exploring Governance in a Turbulent World*, Cambridge, RU, Cambridge University Press, 1997, chap. 6, et il a été plus élaboré par James N. ROSENAU, dans *Distant Proximities. Dynamics beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

y a eu ni qu'il y a encore des troubles substantiels ou des changements dans l'arène mondiale, mais plutôt à affirmer que les événements du 11 septembre ont été compatibles avec le modèle post international, et que l'impact effectif de ces événements en soi apparaît *a posteriori* comme relativement limité. Cette conclusion peut être explorée de plusieurs façons, mais des considérations de temps et d'espace nous obligent à concentrer notre étude sur un point particulier, celui de savoir si l'on doit considérer les États-Unis comme unique superpuissance aujourd'hui.

I – Réalisme, néolibéralisme et illusions de super puissance⁵

Les attaques du 11 septembre ont réveillé le dragon qui sommeillait dans le patriotisme américain et ont créé une atmosphère qui a permis aux néo-conservateurs parmi les conseillers en politique étrangère de l'Administration Bush d'avoir la mainmise sur les débats bureaucratiques internes à celle-ci. La vision telle qu'ils l'annoncent en public est celle de la primauté mondiale américaine. Elle implique une profonde méfiance à l'égard des institutions internationales (sauf celles liées au commerce et aux finances) et du multilatéralisme en général ; des appels à des pressions diplomatiques et des frappes préventives nécessaires pour combattre avec succès le terrorisme et les « États voyous » ; une volonté d'empêcher que les armes de destruction massive ne tombent en de mauvaises mains ; et une campagne putative pour la création de nouveaux régimes démocratiques.

L'unilatéralisme de l'Administration Bush, présent dès les débuts, s'est manifesté dans le rejet du traité ABM, de la Cour pénale internationale et des Accords de Kyoto. Ces positions, ainsi que, après le 11 septembre, le renversement du régime taliban en Afghanistan (avec une approbation internationale substantielle) et celui de Saddam Hussein en Irak (cette fois-ci sans l'approbation des Nations Unies et sans tenir d'une large opposition internationale, y compris parmi plusieurs alliés clés de l'OTAN), ont entraîné un sentiment de triomphalisme américain d'un côté, et des mises en garde contre le degré prépondérant de puissance acquis par les États-Unis. Les États-Unis sont indifféremment décrits comme étant une superpuissance, une hyperpuissance, une hégémonie ou même un empire. Michael Mandelbaum écrit à ce propos : « Dans la division des puissances actuelles, les États-Unis occupent la première place – avec une telle marge digne de l'empire romain. La supériorité américaine est si vaste que la différence faite pendant la guerre froide entre les États-Unis et sa grande rivale soviétique n'est plus applicable. Les États-Unis ne sont plus une simple superpuissance ; ils ont atteint le statut 'd'hyperpuissance'⁶. » Stephen G. Brooks et William C. Wohlforth ont conclu dans le

5. Des parties de cette section et de la section suivante de l'article sont parues dans Y.H. FERGUSON, *Illusions of Superpower*.

6. Michael MANDELBAUM, « The Inadequacy of American Power », *Foreign Affairs*, vol. 81, n° 5, septembre/octobre 2002, p. 61.

même sens : « Si la primauté américaine d'aujourd'hui ne constitue pas une unipolarité, alors il n'y en aura jamais (...). Les États-Unis n'ont de rival dans aucune des dimensions critiques du pouvoir. Il n'y a jamais eu de système d'États souverains qui comprenait un État avec un tel degré de prédominance⁷. »

De telles affirmations demeurent profondément ancrées dans les modèles réalistes et néo-réalistes des relations internationales, qui ont été nettement répandus au cours des années dans les mentalités de beaucoup d'académiciens et de politiciens, et par analogie dans celles du grand public. Néanmoins ces modèles ont été foncièrement déformés et mal compris aboutissant ainsi à une caricature ou à une grave distorsion de la réalité. Le premier coupable est la parcimonie extrême du néo-réalisme avancée par le fondateur de cette école théorique, Kenneth Waltz, qui a insisté sur le fait que tout ce qu'il suffit de connaître est relatif à la distribution de la puissance entre États à travers le système international – selon que la structure du système international est unipolaire, bipolaire, multipolaire etc. – et que tout le reste dépendait de cette seule distribution⁸.

Le réalisme classique est moins parcimonieux mais perpétue la même erreur. Le moment est mal choisi pour s'attarder à exposer les déficiences et variétés du réalisme ; attachons-nous simplement au critère le plus significatif du réalisme concernant les évaluations de la puissance. Pour avoir une idée de l'influence du réalisme, il suffit d'ouvrir n'importe quel livre d'introduction à la politique internationale pour trouver un chapitre listant les facteurs de la puissance censés constituer la puissance d'un État. La liste changeant d'un livre à l'autre (c'est l'un des symptômes du problème, d'ailleurs), commençons par la relecture de la grille de lecture proposée en 1978 par ce réaliste exemplaire qu'était Hans Morgenthau : géographie, ressources naturelles, capacité industrielle (nous devrions peut-être actualiser ce terme par capacité économique), aptitude militaire, population, caractère national, moral national, qualité de la diplomatie, et compétence du gouvernement⁹.

Au regard de cette liste, les États-Unis se démarquent de façon impressionnante. En effet, ils bénéficient d'une importante population dans un vaste pays avec beaucoup de ressources naturelles ; ils sont situés d'un point de vue stratégique entre deux pays qui ne constituent pas de menace militaire et sont séparés du reste du monde par de grands océans. Même à l'époque des missiles, des avions supersoniques, de la mondialisation des marchés et d'Al Quāida, cet « état d'isolement » reste significatif. Et bien que l'économie américaine ait connu récemment une profonde récession, elle se porte toujours bien en comparaison avec celle des autres pays du monde ; et il ne fait aucun

7. Stephen G. BROOKS et William C. WOHLFORTH, « American Primacy in Perspective », *Foreign Affairs*, vol. 81, n° 4, juillet/août 2002, pp. 21, 23.

8. Kenneth N. WALTZ, *Theory of International Politics*, Reading, MA, Addison-Wesley, 1979.

9. Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, 5^e éd. rev., New York, Knopf, 1978, particulièrement le chap. 9.

doute que les entreprises américaines sont le premier (mais pas le seul) moteur de l'économie mondiale. Comme nous avons pu le remarquer, le patriotisme et le moral ont fait un bond en avant depuis les attaques du 11 septembre. Les différents médias et autres produits assènent la propagande de la culture américaine dans le monde entier. Bien évidemment, la plupart des évaluations de la puissance reposent fortement sur la capacité militaire, de même que la littérature triomphaliste actuelle, mais pas exclusivement.

Une étude publiée par *The Economist* en 2002 (avant la deuxième guerre en Irak) est assez révélatrice : « Dans presque tous les moyens habituels de la puissance, l'avance des États-Unis par rapport aux autres est plus grande que l'avance de la Grande-Bretagne en 1870, et constitue une situation de domination écrasante. Le PIB américain représente 31, 2 % du PIB mondial, leurs dépenses en défense en représentent 36,3 %, leurs dépenses en recherche et développement représentent 40,6 %, et le revenu lié au commerce de leurs films représente 83,1 %¹⁰. » Les statistiques du département de la défense montrent que les dépenses militaires américaines qui s'élèvent à 399 milliards de dollars sont équivalentes au total des dépenses des vingt pays suivants¹¹. Brooks et Wohlforth notent, en outre, que les États-Unis dépensent plus en recherche et développement militaire que les six pays suivants réunis. Avant la guerre contre l'Irak, ils concluaient : « Aucun État dans l'histoire moderne de la politique internationale n'est arrivé aussi près de la prédominance militaire que ces chiffres suggèrent. Et les États-Unis acquièrent cette prédominance en y consacrant seulement 3,5 % de leur PIB¹². » Paul Kennedy a observé similairement que « être numéro un à grands frais est une chose ; être la seule superpuissance mondiale au rabais est stupéfiant¹³ ». Brooks et Wohlforth font également remarquer que l'économie américaine est deux fois plus importante que celle du Japon, son plus proche rival (parmi les États individuels) ; et que l'économie californienne (malgré ses problèmes) est à elle seule la cinquième plus importante du monde devant la France, et un peu derrière le Royaume Uni¹⁴.

Si l'on relit la grille de Morgenthau un quart de siècle plus tard on peut voir qu'il a lui-même reconnu qu'il y avait des facteurs subjectifs comme le caractère national et le moral qui devraient être inclus dans le calcul. Cependant, ce qui nécessite un regard plus attentif, ce ne sont pas les facteurs eux-mêmes – malgré le caractère désuet sinon même raciste que peuvent avoir des notions telles que « caractère national » à la lumière des réalités *melting pot*, « mosaïques » ou « arc-en-ciel » de beaucoup de sociétés dans le monde –, mais plutôt l'hypothèse préalable que les listes de ce genre ont une quelconque

10. « Present at the Creation. A Survey of America's World Role », *The Economist*, 29 juin 2002, p. 4.

11. Rapporté dans *Newsweek*, 21 juillet 2003, p. 27.

12. S.G. BROOKS et W.C. WOHLFORTH, « American Primacy in Perspective », art. cit., p. 22.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

utilité à la compréhension. Soyons conciliants et acceptons même cette utilité pour distinguer ceux des États qui ont une influence de ceux qui n'en ont pas et de ceux qui sont des États en panne. Et alors ? Qu'est-ce que cela nous apprend. Pas grand-chose ! Les facteurs de puissance des réalistes se cantonnent à une forme de généralisation non sophistiquée qui obscurcit plus qu'elle ne clarifie la connaissance.

II – Les limites de la puissance

Même sans la grille de lecture théorique post internationale sur laquelle nous allons revenir bientôt, il est aisé de discerner les différentes déficiences des analyses reposant sur les facteurs de la puissance. En premier lieu, chacun des facteurs a un « revers ». La « sécurité interne » (*homeland security*) est plus difficile sur un grand territoire, et tout particulièrement dans une démocratie ouverte. La « *splendide isolation* » des États-Unis rend la projection de leur puissance militaire dans des endroits éloignés comme le Moyen-Orient ou les Philippines plus délicate. Une large partie de la population est prête à fournir de la chaire à canon ou une force de travail productive mais ces mêmes personnes réclament aussi la santé, l'éducation, la richesse économique, et on comprend qu'elles maugréent quand l'argent de leurs impôts ne va pas au bon endroit. Plus une économie est large et globale, plus elle est dépendante des autres et vulnérable aux crises financières du reste du monde. Sur le papier, les dépenses militaires donnent l'illusion d'une certaine capacité, alors qu'elles ne sont qu'un poids, et le vieil adage selon lequel « les armes ne comptent pas pour du beurre » prend tout son sens. Le patriotisme exacerbé et un moral national excessif conduisent souvent à un orgueil démesuré et à des aventures à l'étranger qui ne sont que pure folie. Et ainsi de suite.

Plus important encore est le fait que la puissance est un concept décidément *relatif*, et pas seulement eu égard à la puissance relative des autres États. Elle est relative aux acteurs cibles (qui ne sont pas forcément des États), aux enjeux qu'il s'agit d'affronter, et à d'autres conditions contextuelles.

Bien qu'au top des classements de la puissance, la puissance américaine subit de nombreuses contraintes lorsqu'il s'agit de l'exercer effectivement, et de nombreuses administrations présidentielles en ont d'ailleurs fait les frais. Par exemple, le président John F. Kennedy a accordé une priorité au nettoyage de ses voisins des Caraïbes en se débarrassant de Fidel Castro et de « Papa Doc » Duvalier. Des dizaines d'années plus tard, Castro est toujours au pouvoir. Papa Doc est mort dans son lit (et bien après Kennedy), « Baby Doc » lui a succédé et la politique haïtienne n'a pas cessé de tourmenter Washington, comme il en a toujours été le cas depuis que les Marines américains ont accosté avant la Première Guerre mondiale. Les administrations Johnson et Nixon ont sacrifié beaucoup de vies et d'argent en essayant de sauver le Vietnam des communistes pour, au final, essayer une défaite humiliante. Les administrations successives ont mis la pression sur leurs « clients » israéliens et sur les palestiniens pour mettre en place une paix qui demeure évasive encore aujourd'hui.

L'Administration Bush (ou une autre administration) sera-t-elle capable d'amener une stabilité politique et une démocratie en Afghanistan¹⁵ ou en Irak – les perspectives à court et à long terme ne s'annoncent guère brillantes. Les États-Unis peuvent-ils tourner le dos à la montée du fondamentalisme islamique, ou le ton strident de la guerre contre le terrorisme ne fait-il qu'attiser les flammes de l'anti-américanisme et augmenter la menace de la terreur apocalyptique ?

Il est surprenant de constater que Morgenthau prend en considération « la qualité du gouvernement » comme facteur de puissance mais n'accorde que peu d'attention à la qualité du leadership *per se*. Si les politiques basées sur le jugement et le renseignement rassemblés par les agences gouvernementales sont une condition *sine qua non* de ladite qualité d'un gouvernement, la politique étrangère de l'Administration Bush laisse à désirer. Des révélations récentes laissent à penser que le travail des services secrets ante-11 septembre a été très sévèrement entravé par des rivalités entre agences concurrentes et un manque de communication. La campagne en Afghanistan a été paralysée dès le début par une stratégie axée sur l'utilisation de troupes de procuration plutôt que sur de l'infanterie américaine, ce qui a permis de sauver des vies mais est peut être la cause de la fuite d'Ousama Ben Laden, du Mollah Omar et d'autres figures clés. Toute cette histoire sur les armes de destruction massive en Irak semble aujourd'hui avoir été fondée sur des services secrets fondamentalement incompetents et/ou des fausses vérités et des mensonges délibérés. Aucune arme de destruction massive n'a été trouvée en Irak, pas plus qu'un lien avéré entre le régime de Saddam Hussein et Al Quaida. L'Administration Bush, après un débat bureaucratique interne qui a fait parler les médias pendant des mois, a finalement décidé de porter son cas contre l'Irak devant les Nations Unies, puis s'est brutalement lancée dans la guerre pratiquement toute seule quand (et en partie parce que) les inspecteurs semblèrent indiquer qu'aucune arme de destruction massive n'avait été trouvée¹⁶. Mieux, c'est-à-dire pis, au lieu d'essayer de se réconcilier avec ses alliés comme l'Allemagne et la France, l'Administration Bush s'est mise en tête de les punir et de les humilier. Selon tous les rapports, les politiciens américains conduisant la guerre en Irak s'attendaient non seulement à une victoire militaire rapide sur le régime mais aussi à un accueil général de la population similaire à celui que les forces américaines ont reçu en Afghanistan, un démantèlement rapide des Baathistes et des autres forces d'opposition, et une progression stable vers la pacification et la reconstruction du pays. Comme le fait remarquer un observateur : « Il ne semble pas qu'ils aient pris conscience que les soldats et la police pourraient tout simplement s'en aller et que le chaos leur succéderait. La grande faiblesse

15. Kathy GANNON, « Afghanistan Unbound », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 3, mai/juin 2004, pp. 35-46.

16. Et pour d'autres raisons sans doute, comme la diminution des dividendes diplomatiques, le désir de maintenir une crédibilité, les dépenses engagées pour maintenir une force d'invasion prête à agir, la saison chaude imminente, et (la dernière raison mais pas la moindre) le mouvement mondial croissant pour la paix.

des plans du Pentagone, c'est qu'il n'y avait pas de plan B pour le cas où le plan A échouerait¹⁷ ». Maintenant les officiels de Washington piétinent face à ce « bourbier » et, dans la meilleure hypothèse, peuvent compter sur un processus de *nation building* pour lequel la superpuissance paraît mal préparée. Fareed Zakaria a commenté un autre cas qui a eu lieu plus ou moins à la même période, celui de Charles Taylor au Liberia : « Le problème auquel l'Amérique est confronté face au Liberia c'est celui qu'elle rencontre partout dans le monde. Elle sait comment renverser un régime diabolique. Elle ne sait pas quoi faire après¹⁸. »

La référence au Liberia soulève certaines observations sur l'exercice même de la puissance. Non seulement l'effectivité de ces exercices diffère de par ses acteurs ciblés, l'enjeu et les circonstances contextuelles, mais également de par le fait que les ressources doivent être mobilisées suffisamment à l'avance. De plus, même pour une superpuissance putative les ressources ne sont pas illimitées et les opportunités et les défis liés au déploiement de la ressource augmentent simultanément de façon déconcertante. Ainsi, en pleine guerre contre l'Irak, les faucons de l'administration en appelaient à des actions musclées au sujet de la reprise du nucléaire en Corée du Nord, du programme d'armement nucléaire imputé à l'Iran, des liens qu'il entretiendrait avec les fuyitifs d'Al Quaïda, et des enclaves terroristes en Asie du Sud-Est, avant que la crise à petit feu dans la région des Grands Lacs revienne à la une des médias avec le départ sans fin de Charles Taylor.

Quelles sont, en effet, les options de déploiement pour les États-Unis, qui n'ont pas de conscription et qui – en l'absence d'une menace palpable suffisamment ample – dépendent entièrement d'une force militaire volontaire, partiellement en armes et partiellement en réserve ? Au milieu de l'année 2003, avec des troupes en Irak s'attendant à être remplacées, la situation était la suivante selon le *New York Times* : sur les trente-trois brigades actives de l'armée, vingt et une étaient à l'étranger, seize d'entre elles en Irak, et seulement trois étaient libres pour une nouvelle mission. Sur celles qui n'étaient pas à l'étranger, la majorité avait soit déjà été prévue en remplacement des forces pour d'autres missions comme celles en Afghanistan, soit pour reconstruire leur rang, ou sont en attente en cas de crise en Corée du Nord. La garde nationale et les réserves, quelque 201 099 membres en service, devront sûrement supporter le fardeau des missions supplémentaires. Le corps des Marines devra probablement partager des missions de maintien de la paix, qui relèvent traditionnellement du ressort de l'armée de terre¹⁹. Les dépenses impliquées ont été beaucoup plus onéreuses qu'initialement prévu. Les officiels de l'Administration Bush s'attendaient à ce que la reconstruction de l'Irak riche en pétrole s'auto-finance largement. C'était avant la destruction des infrastructures, la

17. H.D.S. GREENWAY, « Fire Rumsfeld and Wolfowitz », *Boston Globe*, 18 juillet 2003.

18. Fareed ZAKARIA, « Needed. An Army of Builders », *Newsweek*, 7 juillet 2003, p. 30.

19. Thom SHANKER, « Officials Debate Whether To Seek a Bigger Military », *New York Times*, 21 juillet 2003.

disparition d'informations décisives relatives à la production pétrolière et aux ressources potentielles, le sabotage délibéré, et les attaques rebelles persistantes. On estime aujourd'hui que le coût de la poursuite de la guerre en Irak s'élève pour les contribuables américains à un milliard de dollars par semaine²⁰.

L'arrogance et la grande maladresse de la position de l'Administration Bush face au monde, largement décriée, qui semble ne pouvoir se modérer que trop tard, renvoie à une autre dimension majeure de cet exercice d'influence : ce que Nye nomme le *soft power*²¹. Le *soft power* implique une habileté diplomatique grâce à laquelle un acteur particulier arrive à persuader les autres acteurs et à imposer le respect sur la scène mondiale. Bien que ce soit Nye qui ait forgé ce concept, même un pur réaliste comme Morgenthau reconnaissait pleinement l'importance de la « qualité de la diplomatie » comme un facteur de puissance mais également comme un facteur d'admiration pour un pays dans un sens plus large. Il écrivit : « (Un) gouvernement (...) doit (...) gagner le soutien de l'opinion publique des autres nations pour sa politique étrangère et nationale. (...) La lutte de puissance sur la scène internationale aujourd'hui n'est pas seulement une lutte pour la suprématie militaire et la domination politique mais plus spécifiquement une pour l'esprit des hommes. La puissance d'une nation ne dépend pas seulement de l'habileté diplomatique et de la capacité militaire mais aussi de l'attraction qu'exercent sur les autres nations sa philosophie politique, ses institutions politiques et ses politiques publiques²² ».

Morgenthau écrivait au faite de la guerre froide, ceci étant, – comme Nye le fait remarquer – le message n'en est que plus pertinent dans une période d'affrontements culturels et de globalisation croissante : « Si tout ce que nous avons à faire à l'époque de l'information globale consistait à repousser les nouveaux adversaires militaires, les tâches de la politique étrangère américaine seraient relativement faciles et notre puissance de contrainte suffirait. Par les mesures traditionnelles, aucun État souverain ne peut nous surpasser et les terroristes ne peuvent pas nous battre. Mais une révolution de l'information pose des défis plus subtils en modifiant la nature des États, de la souveraineté, et de leur contrôle – et le rôle du *soft power*. De moins en moins de problèmes actuels trouveront des réponses grâce à la mise en œuvre de la puissance militaire dominante. Les politiciens devront porter plus d'attention aux politiques de crédibilité et à l'importance du *soft power*. Et ils devront partager une scène surchargée par de nouveaux acteurs non gouvernementaux et des individus puissants²³. » Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont gagné de l'in-

20. Christopher DICKEY, « \$1 Billion a Week », *Newsweek*, 21 juillet 2003, p. 30.

21. Joseph S. NYE Jr., *Soft Power. The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs Press, 2003 ; et « The Decline of America's Soft Power », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 3, mai/juin 2004, pp. 16-20.

22. H.J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations*, op. cit., p. 154.

23. J.S. NYE, *The Paradox of American Power. Why the World's only Superpower Can't Go it Alone*, Oxford, Oxford University Press, 2003, pp. 75-76.

fluence grâce à leur rôle central dans l'économie et dans d'autres processus de mondialisation. Les politiques après le 11 septembre ont eu un effet paradoxal ; elles ont éloigné l'attention des médias des manifestations anti-mondialisation, tout en augmentant le sentiment anti-mondialisation dû à l'association des politiques néo-libérales avec la posture impériale de l'Administration Bush.

Une autre contrainte dans l'exercice du pouvoir de quelque pays que ce soit, particulièrement une démocratie, est l'opinion publique interne. Il est aisé de tirer des conclusions équivoques sur les tendances de l'opinion publique américaine, liée au climat du « syndrome de l'expérience post-traumatique prononcé » qui a prévalu au réveil du 11 septembre, et du phénomène du « ralliement autour du président qui s'en va en guerre » qui était l'une des caractéristiques traditionnelles du patriotisme américain. Si des attaques terroristes récurrentes et de grande ampleur ont lieu aux États-Unis, un changement à plus long terme de l'opinion en faveur de la guerre pourrait se produire. Sans aucun doute une mobilisation de la capacité militaire américaine comparable à celle qui a suivi Pearl Harbor en 1941 serait en effet formidable. Toutefois, aujourd'hui il y a peu de chances que les citoyens américains soient prêts à revenir à la conscription ou à un accroissement de réponses militaires à l'étranger.

Les analystes devraient méditer les « conclusions » fondamentales à tirer des sondages d'opinion. À la veille de la dernière guerre en Irak, en mars 2003, une faible majorité seulement était favorable à une action sans l'accord des Nations Unies ou l'appui substantiel des Alliés²⁴. Le 28 mai de la même année, seulement 53 % exprimaient leur support inconditionnel à la guerre²⁵. Un peu plus d'une année après, le 11 juin 2004, 53 % croyaient avec le recul que la situation de l'Irak de Saddam ne justifiait pas de faire la guerre et seulement 41 % approuvaient la façon dont Bush avait géré la guerre²⁶. Pendant ce temps, la cote de popularité de Bush avait chuté en dessous de 50 %²⁷. Par conséquent, hormis un accroissement des traumatismes liés à la sécurité nationale, la vision impérialiste des néo-conservateurs semble ne pouvoir compter que sur peu de soutien dans le futur.

III –Le concept de changement

Inévitablement toute évaluation relative aux impacts du 11 septembre dérive d'une conception basique du changement, et cette conception, à son tour, est gravée dans une structure théorique qui a pour objectif d'expliquer comment fonctionne le monde. À ce point, nous abordons un virage théori-

24. Voir le sondage du *Washington Post*, 15 mars 2003, A17.

25. Sondage de l'Université du Maryland PIPA, 28 mai 2003, www.pipa.org.

26. Sondage AP, 11 juin 2004, Internet.

27. Sondages GALLUP AND PEW rapportés dans David E. SANGER, « Polls Show Bush's Job-Approval Rating Sinking », *New York Times Online*, 14 mai 2004.

que, loin des perspectives traditionnelles réalistes et néoréalistes, pour nous diriger vers un modèle très différent, le modèle post international, que nous vous avons promis au début de cet article.

Il existe, bien évidemment, plusieurs types de changements, et leurs conséquences peuvent s'étendre sur un large éventail. Pour tenter de rendre plus compréhensible ce paradigme, nous avons divisé les changements selon trois dimensions : ceux qui relèvent d'une ampleur paradigmatique, ceux qui sont d'une ampleur plus modérée, enfin ceux qui sont relativement mineurs (voire infimes). Ces trois types se distinguent, premièrement par l'étendue ou la portée de leurs répercussions, deuxièmement par la vitesse à laquelle leur impact se révèle, et troisièmement par la probabilité de leur réversibilité.

La portée des changements paradigmatiques est si profonde et ample, que les prémisses fondamentales sur lesquels les affaires mondiales sont conduites sont irrévocablement modifiées et sujettes à durer assez longtemps pour qu'on les voie dans le futur. L'avènement de la bombe atomique est un exemple classique d'une transformation de type paradigmatique. Dès que cette arme a pénétré l'arsenal militaire, les principes de la diplomatie ont subi un changement irréversible sachant que chaque pays avec ou sans l'arme a dû recadrer ses stratégies en termes de possibilité de destruction ou de prévention de dégâts incommensurables. La dissuasion nucléaire et l'assurance d'une destruction mutuelle, par exemple, sont devenues les préoccupations centrales des politiciens et des stratèges militaires. De ce point de vue, l'avènement de la globalisation du terrorisme – d'individus ou groupes prêts à donner leur vie en ravageant les populations civiles, aussi bien en dehors qu'à l'intérieur de conflits locaux et à travers les frontières – peut être classé comme un changement paradigmatique. Dans aucun cas il ne semble concevable que les changements tournent court et qu'un monde sans armes nucléaires et sans terrorisme puisse être remis en place. Néanmoins une question primordiale que nous explorerons plus tard s'attache à l'étendue par laquelle les attaques du 11 septembre et leurs effets sur le rôle des États-Unis dans le monde requièrent un changement dans le paradigme post international.

Les changements modérés ne modifient pas les paradigmes fondamentaux autant qu'ils changent les variables clés du paradigme sans amoindrir ses principes de base. De tels changements peuvent être aussi profonds et amples par rapport aux variables qu'ils changent, mais la portée de leurs conséquences ne menace pas le monde des affaires. L'avènement de la pilule contraceptive dans les années 60 peut être vu comme un changement modéré dans le sens où elle a des conséquences profondes sur la structure des relations hommes-femmes, la carrière des femmes, la nature de la famille, la démographie des pays, mais dans le monde des affaires l'impact de la pilule a été négligeable. À travers des programmes de contrôle de natalité et des incitations fiscales, la conséquence de la pilule peut néanmoins être renversée.

Les changements modestes ou infimes se remarquent à peine à l'échelle mondiale, quel que soit le moment. Ils impliquent des modèles individuels et

sociaux proches de ceux qui prédominent à un moment donné. La baisse des votes aux élections ou la croissance du PNB d'un pays illustrent fort bien notre propos. Ces changements ont des conséquences relativement modestes car ils se traduisent par des petites modifications sur une année donnée, mais peuvent s'avérer plus notables et significatifs s'ils s'accumulent à travers plusieurs années, de même qu'ils peuvent être annulés et modifiés par des politiques visant à les contrarier.

Une autre approche utile pour conceptualiser le changement, cohérent avec la classification précédente, inclut des catégories avancées par K.J. Holsti : le changement comme *remplacement*, *transformation*, ou *addition*²⁸. Dans cette formulation, le changement dans notre domaine implique respectivement un remplacement complet des anciens modèles, un déplacement partiel des formes précédentes combinées avec « les résidus et legs du passé », et une nouvelle addition aux modèles existants. Par exemple, même s'il existe des débats sur les structures du monde post guerre froide, ou sur ce que d'aucuns appellent la période de l'après post guerre froide, tous s'accordent sur le fait que la guerre froide a été remplacée. En ce qui a trait à la transformation, celle-ci peut-être illustrée par la globalisation du terrorisme dans le sens où les destructions aléatoires et croissantes transforment plutôt qu'elles ne remplacent le terrorisme précédemment vécu. Selon la troisième catégorie de Holsti, l'Internet a été une addition majeure aux formes de communication existantes.

IV – Le modèle post international : le paradigme d'origine

Alors que les attaques du 11 septembre et les vives inquiétudes subséquentes relatives à la globalisation du terrorisme ont eu des conséquences relevant du changement paradigmatique pour les paradigmes traditionnels des relations internationales – les variantes du réalisme et du libéralisme tout comme du constructivisme –, cela n'a pas été le cas pour le paradigme post international. Pourquoi ? Parce que le paradigme d'origine était déjà fondé sur les changements précédents et continus des trois paramètres fondamentaux, qui étaient pris en compte pour ce qui s'est passé ce terrible jour. Un paramètre met l'accent sur le niveau micro et énonce une « révolution des aptitudes », par laquelle les personnes sont capables d'utiliser leur habileté d'analyse, émotionnelle et imaginative bien plus substantiellement que par rapport au passé. L'habileté avec laquelle les terroristes ont lancé les attaques du 11 septembre est, hélas, une expression de ce paramètre²⁹. Une deuxième hypo-

28. K.J. HOLSTI, « The Problem of Change in International Relations Theory », in Yale H. FERGUSON et R.J. Barry JONES (dir.), *Political Space. Frontiers of Change and Governance in a Globalizing World*, Albany, State University of New York Press, 2002, pp. 23-43.

29. Pour une discussion plus large du concept *skill revolution*, voir J.N. ROSENAU, *Distant Proximities*, op. cit., chap. 10. Pour des données systématiques représentant l'avancée de la *skill revolution*, voir Ulric NEISSER, *The Rising Curve. Long-Term Gains in IQ and Related Measures*, Washington, DC, American Psychological Association, 1998, et James N. ROSENAU et W. Michael FAGEN, « Increasingly Skillful Citizens. A New Dynamism in World Politics ? », *International Studies Quarterly*, vol. 41, décembre 1997, pp. 655-86.

thèse a concerné un changement au niveau macro. Il consistait en une bifurcation des structures globales dans lesquelles un monde multi-centré de collectivités diverses s'est uni pour rivaliser face au monde stato-centré. Le fait qu'une organisation terroriste mondiale, de même que ses ramifications et imitateurs, continuent à défier avec succès les acteurs clés du monde stato-centré n'est que la preuve la plus flagrante d'un changement dans le deuxième paramètre que le modèle post international énonce comme caractéristique centrale d'un monde transformé. Un troisième paramètre, micro-macro, implique des tensions entre les personnes au niveau micro et les collectivités au niveau macro, des tensions qui ont augmenté les crises d'autorité au niveau des organisations macro. Les attaques du 11 septembre peuvent être facilement interprétées comme l'expression d'une crise d'autorité au niveau du système global et aux États-Unis en particulier.

Alors que les changements dans ces trois paramètres corroborent plutôt qu'ils n'ébranlent le modèle post international, le modèle n'a pas prédit la forme exacte des attaques du 11 septembre. En revanche, il a anticipé une augmentation considérable de l'importance des acteurs dans un monde multicentré, et mettait l'accent sur les terroristes et leurs organisations.

V – Les politiques globales post internationales : un paradigme actualisé

En fait, la version antérieure de cet article³⁰ a impliqué une collaboration qui a conduit à une version plus spécifique du modèle post international. Notre paradigme actualisé constitue une combinaison entre les modèles de la turbulence et la « fragmégration » de Rosenau et le modèle des formes de constitutions politiques (*polities*) avancées par Ferguson et Mansbach³¹. Même si Rosenau et Ferguson/Mansbach ont travaillé séparément depuis des années et avec des points de vue différents – Ferguson/Mansbach ont commencé avec l'étude d'acteurs non étatiques et avec l'histoire pré-westphalienne –, leurs approches respectives ont convergé vers un point où ils sont presque en accord en ce qui concerne certains points et largement complémentaires en ce qui en concerne d'autres³². Comme noté précédemment, le terme « post international » a été lui-même inventé par Rosenau pour suggérer un monde qui continue à évoluer au-delà des simples relations États-États qui ont été au centre de la théorie traditionnelle des relations internationales.

30. Y.H. FERGUSON et J.N. ROSENAU, « Superpowerdom Before and After September 11, 2001 », texte présenté en septembre 2004 à la 5^e Conférence pan-européenne sur les relations internationales à La Haye.

31. Yale H. FERGUSON et Richard W. MANSBACH, *Polities. Authorities, Identities, and Change*, Columbia, University of South Carolina Press, 1996. Voir aussi des mêmes auteurs, *Remapping Global Politics. History's Revenge and Future Shock*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

32. Par exemple, le phénomène désigné par Rosenau de « Fragmégration » est qualifié de « fission/fusion » par Ferguson/Mansbach.

Les modèles de la turbulence et des formes de constitutions politiques soulignent les changements rapides dans le monde contemporain. Les États ne connaissent pas seulement les défis profonds du régionalisme multi-dimensionnel et des tendances de la mondialisation à travers les frontières, mais ils doivent aussi s'occuper des vastes défis internes. Pour Rosenau, le taux de changement et la complexité croissante sont sans précédent ; à tel point que ça constitue un changement dans la nature de la politique mondiale. Tout en s'accordant sur le fait que beaucoup de caractéristiques du présent sont sans précédent et que le changement s'accélère, Ferguson et Mansbach insistent sur le fait qu'il y a des précédents historiques, des continuités, et des séquences de telle sorte que le monde demeure dans une certaine mesure « un musée vivant ». De plus, Rosenau reconnaît aussi, que malgré ce type de changement, nous sommes dans une période de transition au sein de laquelle il reste des « contradictions multiples », la plupart desquelles reflètent des modèles traditionnels. Il écrit par exemple : « Le système international a perdu de l'autorité, mais il est demeuré puissant. Les États changent mais ils ne disparaissent pas. La souveraineté des États s'est érodée mais elle reste fortement affirmée. Les gouvernements sont plus faibles, mais ils peuvent encore exercer une certaine influence. À certains moments les pouvoirs publics sont plus exigeants alors que dans d'autres ils sont plus flexibles. Les frontières tout en barrant la route aux intrus demeurent perméables³³. »

Les deux approches insistent sur le fait que les politiques mondiales consistent en de multiples autorités qui prolifèrent continuellement. Pour Rosenau, les entités qui exercent leur autorité sont « des sphères d'autorité ». Pour Ferguson/Mansbach ces entités sont des « formes de constitutions politiques » (*polities*). Quel que soit le nom qu'on leur donne (et désormais nous traiterons les deux approches comme synonymes et les utiliserons de manière interchangeable), les entités sont conçues pour peupler les mondes stato-centrés et multi-centrés. Alors que les entités du monde stato-centré s'élèvent à moins de 200 et montrent des variétés considérables, leurs homologues du monde multi-centré sont virtuellement innombrables et marquées par une plus grande variété. Ainsi elles se recourent souvent, se superposent et s'emboîtent – de telle sorte qu'elles occupent une partie ou l'ensemble du même espace politique³⁴ – et dans leur relation elles coexistent, parfois coopèrent, rivalisent, ou sont en conflit. Chaque sphère d'autorité a une mesure d'identité, un degré d'institutionnalisation et une hiérarchie, de même que des réseaux informels qui fournissent ensemble une capacité de mobiliser des personnes pour des fins politiques. Les formes de constitutions politiques sont toutes « en devenir », dans le sens où l'évolution politique est constante, bien qu'à des taux différents et pas nécessairement linéaires. Le domaine d'une forme de constitution politique, sa sphère d'autorité, consistent en l'ensemble des personnes qui s'identifient à elle et qui respectent ses directives, les ressources qu'elle peut commander et « la portée » qu'elle a par rapport à la ques-

33. J.N. ROSENAU, *Along the Domestic-Foreign Frontier*, op. cit., p. 4.

34. Voir Y.H. FERGUSON et R.J.B. JONES, *Political Space...*, op. cit.

tion de l'espace (au sens soit territorial, soit plus large de cyber espace ou au sens des marchés) où ses adhérents sont localisés. Par définition, donc, toute forme de constitution politique et sphère d'autorité, sont des « autorités », et elles « gouvernement » dans leurs domaines respectifs et se chevauchent souvent. Ainsi, la « gouvernance » existe, à travers, et au-delà des juridictions des États souverains et la « gouvernance mondiale » fait référence à la somme des sphères d'autorité dans le monde et pas à une forme de gouvernement mondial. L'autorité est une influence effective ou un contrôle et n'a pas besoin d'être « légitimée » bien que la majorité des autorités justifient leur existence et leur rôle, et celles qui sont capables d'être conformes sans une coercition substantielle ont tendance à être les plus sûres.

Chaque forme de constitution politique est conçue pour assumer différentes formes de pratiques. Il y a, par exemple, plusieurs variations dans la structure et le processus des cités et des empires, sans mentionner les États souverains. L'État souverain n'est qu'un type parmi d'autres parmi les différents types d'acteurs/autorités/formes de constitution politique existant dans les affaires mondiales, et il peut être distingué seulement par son statut légal particulier comme étant indépendant et souverain. Les 200 États souverains du monde varient eux-mêmes dans leur taille, leur influence politique, leur forme de gouvernement, leur rivalité bureaucratique, leur système de valeur et leur autonomie. Par ailleurs – et c'est un point clé dans cet article –, la présence d'innombrables autorités et domaines limite l'influence ou le contrôle des États qui selon des déterminants réalistes seraient certainement considérés comme de « grandes puissances ». Certains États « s'affaiblissent », pendant que la plupart des autres connaissent différents degrés de « crise de légitimité³⁵ », en partie à cause de leur manque de capacité appropriée pour faire face à la demande croissante des citoyens dans un contexte de mondialisation. La « fragmégration » (fission/fusion) augmente continuellement le nombre et la variété d'autres acteurs avec qui l'État doit partager la scène politique mondiale. En plus, comme Rosenau le fait remarquer, étant donné que l'accès à l'éducation et à la formation s'améliore continuellement à travers le monde, de plus en plus d'individus « compétents » assument des rôles politiques. Bien évidemment, en vertu de leurs ressources personnelles immenses, certains individus comme Bill Gates, Georges Soros, ou Ted Turner, apparaissent superpuissants.

En fait, chaque personne revêt une multitude d'identités. Même si, certaines identités peuvent être imposées (comme ce fut le cas pour les femmes en Afghanistan sous le régime taliban), la plupart sont acceptées volontiers en échange de récompenses psychologiques et/ou matérielles. Les dévouements sont différents des identités et circulent vers les autorités et les identités associées qui peuvent satisfaire. Plusieurs identités et dévouements peuvent coexister pendant longtemps sans conflit majeur, mais des problèmes reviennent

35. Voir par exemple, Susan J. PHARR et Robert D. PUTNAM (dir.), *Disaffected Democracies. What's Troubling the Trilateral Countries*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

régulièrement, forçant les individus à choisir quelles identités ou dévouement ils vont servir. L'État souverain n'est que l'un des centres de l'identité humaine et de la loyauté, et n'est souvent pas le plus important. En effet, les États obtiennent ou perdent une certaine popularité dans la mesure où ils sont vus comme servant les intérêts individuels ou collectifs, comme la famille, le groupe ethnique, ou la religion qui sont des priorités chères aux individus, plus que leur État-nation. Les identités et les loyautés qui se chevauchent comme les formes de constitutions politiques font partie du musée vivant mondial. Quand une forme de constitution politique en incorpore une autre, les identités et les loyautés associées à l'ancienne forme s'effacent rarement entièrement, et quand elle semble ne plus exister, elles peuvent être ressuscitées ou reconstruites pour « hanter » la forme subséquente³⁶. D'autre part, les nouvelles sphères d'autorités se forment continuellement, se pressent d'accroître leur autorité et construisent la loyauté de leurs adhérents.

Il est crucial de reconnaître que ce qui se passe en termes d'influence effective ou de contrôle dans le monde – c'est-à-dire « la gouvernance » –, a peu ou rien à voir avec les États-Unis comme État, superpuissance, hyperpuissance, ou autre, ou encore avec des États en tant qu'acteurs en général. L'approche post internationale pose comme hypothèse que le postulat fondateur de la théorie des relations internationales traditionnelles – à savoir que le monde est fondamentalement « anarchique » – est valable seulement dans le sens relativement mineur qu'il n'y a pas de « gouvernement mondial ». À côté du nombre certes significatif mais relativement modeste d'affaires humaines contrôlées par les États (forts ou faibles), la plupart des affaires humaines sont gouvernées, c'est-à-dire dirigées au jour le jour, par une multitude de sphères d'autorité/de formes de constitutions politiques qui existent et qui s'entrecroisent avec les États pris individuellement et qui les transcendent. Certaines de ces formes de constitutions politiques sont disfonctionnelles à l'interne et enclines à la perturbation et à la violence, mais la plupart sinon la majorité agissent individuellement ou collectivement selon des modèles pacifiques, effectifs, et souvent sur des bases prévisibles. Comme nous l'avons vu, chaque forme de constitution politique a son propre domaine, et dans la plupart des cas les domaines se recourent et l'autorité est partagée. C'est cela le « véritable ordre mondial », celui où la transformation des paramètres micro, macro et micro-macro, spécifié par le modèle post international a conduit à des nouveaux modèles susceptibles d'engendrer aussi bien de la stabilité que de la turbulence. En effet, le désordre, l'instabilité et la violence peuvent être l'exception plutôt que la norme, que nous prenions en considération ce que l'on appelle traditionnellement les sphères de la politique, des marchés, des professions, ou des clubs locaux. Les individus et les familles s'affilient à leurs organisations religieuses locales, les compagnies décident d'investir dans un marché particulier ou de résister à des standards environnementaux plus

36. C'est une partie du phénomène « d'emboîtement » en rapport avec les formes de constitutions politiques discutées par Y.H. FERGUSON et R. MANSBACH, *Politics, op. cit.*, pp. 48-49.

stricts, une université change son programme, les réfugiés et les immigrants illégaux traversent les frontières, les syndicats forment des piquets de grèves, l'Organisation mondiale de la santé commence une nouvelle campagne de vaccination, la Réserve fédérale augmente son taux d'intérêt, les spéculateurs font monter ou descendre une devise particulière, l'association des études internationales élit un président et un directoire, et ainsi de suite. Par ailleurs, la plupart du désordre qui règne n'a que peu de rapport avec l'anarchie entre États, mais de nombreuses relations avec la capacité des sphères d'autorité non gouvernementales à venir défier les États.

Conclusion

En résumé, une variété de facteurs incluant la grande capacité des individus à s'engager dans la capacité collective a contribué à la prolifération d'organisations à chaque niveau systémique et dans chaque communauté. Cette tendance a intensifié la bifurcation des structures mondiales et affaibli le monde stato-centré par rapport à son rival multi-centré. Dans les circonstances d'une scène mondiale de plus en plus peuplée, l'idée des États-Unis comme superpuissance capable d'amener le changement souhaité est ridicule. Les tendances centrales convergent non pas vers la centralisation sous l'égide d'un seul pays mais vers la désagrégation de l'autorité à l'échelle mondiale. Les changements paradigmatiques qui ont suivi la fin de la guerre froide n'ont pas eu pour conséquence l'émergence d'une structure mondiale avec une seule superpuissance, mais l'accélération de la bifurcation globale par l'intermédiaire d'une dispersion continue et croissante de l'autorité. Dans un tel monde, les facteurs de puissance traditionnels au centre des analyses réalistes et néo-réalistes, même si elles semblent pouvoir expliquer l'orientation de l'Administration Bush (mais non pas les batailles bureaucratiques internes sur les politiques à adopter) –, et même les perceptions de l'hégémonie américaine soulignées par les constructivistes et les néo-marxistes³⁷, ont peu à nous dire sur les capacités limitées des États-Unis à dicter les événements et leurs issues. Les institutionnalistes libéraux ne nous en apprennent pas plus en soulignant que les pays importants devraient prendre en compte le fait que l'idée d'une plus grande coopération multilatérale pourrait servir l'intérêt national. Notre vision post internationale souligne que dans le monde contemporain où l'autorité est désagrégée, les issues effectives – par exemple dans la campagne de lutte anti-terroriste – sont le plus souvent le résultat d'alliances, de réseaux et de négociations difficiles parmi une foule de différents types de sphères d'autorité. En outre, comme nous l'avons noté au début, ces circonstances ont prédominé tant depuis les attaques du 11 septembre qu'avant cette date.

[Traduit de l'anglais]

37. Voir par exemple, Michael HARDT et Antonio NEGRI, *Empire*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2000.